

Communiqué de presse
Deuxième rendez-vous salarial,
les organisations syndicales quittent la séance

CGC, CGT, CFDT, CFTC,
FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA

Lors du deuxième rendez-vous salarial dont les conditions ne correspondent pas à celles d'une réelle négociation ni sur le fond ni sur la forme, les organisations ont exprimé leur colère et celle des agents publics dans un contexte : de perte de pouvoir d'achat, d'aggravation des conditions de travail, de suppressions massives d'emplois et de « réforme » des retraites. Elles ont refusé que les salariés du public comme du privé paient le prix fort d'une crise dont ils ne sont pas responsables.

Elles ont réaffirmé ensemble que la valeur du point d'indice est l'élément central et prioritaire en matière salariale dans la fonction publique.

Elles ont rappelé également que des mesures, permettant de combler les pertes des années antérieures et de garantir au minimum le pouvoir d'achat pour les années à venir, sont indispensables.

Les organisations ont à nouveau exigé que s'ouvrent de véritables négociations prioritairement sur la valeur du point d'indice.

Le Ministre n'a pas apporté de réponse satisfaisante aux demandes des organisations sur cette question.

Il n'a pas pu revenir sur l'engagement pris en 2008, il s'est contenté de confirmer l'augmentation de 0,5% au 1^{er} juillet 2010.

Le gouvernement évite l'annonce d'un gel des salaires des agents de la Fonction publique pour les années 2012/2013. Il annonce par contre le gel de leur salaire pour l'année 2011. Les années 2012 et 2013, étant renvoyées à d'hypothétiques rencontres d'ores et déjà placées sous de sombres hospices.

Considérant qu'il ne s'agissait pas de négociations salariales ; les organisations syndicales ont à nouveau quitté la séance.

Nos organisations, **CGC, CGT, CFDT, CFTC, FO, FSU, SOLIDAIRES, UNSA** estiment que pas plus que celle des retraites et de l'emploi, la page des salaires n'est tournée ce soir.

Tout au contraire elles prennent leur responsabilité et appellent, ensemble, les agents à se mobiliser.

Paris le 30 juin 2010